INSTITUT D'ÉTUDES INTERNATIONALES DE MONTRÉAL
UQÀM
WWW.IEIM.UQAM.CA

La politique étrangère du Canada au Mali

Le point de vue diplomatique de Louis de Lorimier | Février 2022

À titre d'Ambassadeur du Canada au Mali de 2012 à 2015, j'ai été un témoin privilégié :

- des suites du coup d'État militaire de 2012 mené par le Capitaine Amadou Haya Sanogo, qui a chassé le président démocratiquement élu Amadou Toumani Touré (ATT);
- de la tentative d'invasion djihadiste du Mali à partir de Mopti, lourdement réprimée par les forces armées françaises et la mise en place de l'opération militaire Barkhane;
- de la première élection du Président Ibrahim Boubacar Keita (IBK);
- du déploiement au Mali de la mission onusienne de 15 000 Casques bleus (MINUSMA);
- de l'effort de refondation de l'armée malienne par l'Union européenne;
- de la conférence d'Alger pour la paix et la réconciliation au Mali.

Je ne suis pas retourné dans ce pays depuis plus de 7 ans. Mes informations ne sont donc plus de première main.

La politique canadienne au Mali

S'agissant de la politique canadienne au Mali, il serait présomptueux de penser que le Canada est un acteur de premier plan dans la région du Sahel. Le Mali, notamment, est aux prises avec de très graves problèmes sécuritaires liés à la présence de divers groupes armés, qu'il s'agisse :

- de djihadistes purs et durs (Al-Qaeda au Maghreb islamique, l'Armée de l'État islamique);
- de groupes politiques locaux tels « Ansar Dine » favorables à l'indépendance de l'Azawad pour les Touaregs, qui font régner la terreur pour faire avancer leur agenda politique propre;
- ou de groupes armés qui sévissent tout simplement à des fins criminelles liées notamment aux lucratives opérations de prises d'otages, de narcotrafics ou d'immigration clandestine.

« […] il serait présomptueux de penser que le Canada est un acteur de premier plan dans la région du Sahel. »

Tous ces groupes ont bénéficié du retour au Mali des mercenaires Touaregs lourdement armés, partis en Libye soutenir le régime déchu du colonel Mouammar Khadafi.

De par sa situation géographique au centre du Sahel, sa composition ethnique opposant sa population du Nord à celle du Sud, et de l'afflux de groupes armés et d'importants financements d'origine criminelle, le Mali est sans conteste le « ventre mou » en ce qui concerne la sécurité des pays de la région.

Certes, le Canada est un membre influent du G7, de l'ONU, de la Francophonie, mais on sait que les acteurs internationaux principaux au Sahel sont la France, les États-Unis, l'Union Européenne, l'ONU et la Chine, la Russie faisant plus récemment sentir sa présence par mercenaires du « groupe Wagner » interposés (ce que Moscou dément).

Mais bien sûr, il ne faut pas négliger pour autant le rôle important du Canada que je me plais à décrire comme « le petit parmi les grandes puissances » sur la scène internationale, bien qu'il passe généralement inaperçu.

En plus de 50 ans de relations diplomatiques avec le Mali, le Canada y a développé des liens très importants dans les domaines de la coopération au développement ou de l'aide humanitaire, et des échanges commerciaux et investissements majeurs, notamment dans le secteur des richesses naturelles. Au cours des deux dernières décennies, le montant de l'aide canadienne s'est chiffré à plus de 1,6 milliard de dollars canadiens au Mali seulement, dans les secteurs de la santé, des droits reproductifs, de l'agriculture, de la nutrition, de l'irrigation, de la justice, de l'éducation, de la gouvernance. On peut en dire autant des autres pays sahéliens.

« En plus de 50 ans de relations diplomatiques avec le Mali, le Canada y a développé des liens très importants. »

Sous l'actuel gouvernement canadien, un accent particulier a été mis sur l'égalité des genres, ce qu'on a appelé « l'aide internationale féministe ». L'aide a aussi été importante dans le domaine humanitaire où le Canada a répondu aux besoins liés à la sécheresse ou aux conflits armés. Encore là, une attention particulière a été accordée aux femmes et aux plus démunis.

Quant aux relations commerciales, les investissements miniers – essentiellement dans le secteur de l'extraction de l'or – dépassent le milliard de dollars canadiens pour le Mali seulement, et sans doute une dizaine de milliards dans l'ensemble de la région sahélienne. En revanche, les échanges commerciaux demeurent négligeables.

S'agissant de paix, de sécurité et de stabilisation dans la région, le Canada joue un rôle plus effacé mais non négligeable. Ce rôle s'énonce en plusieurs volets :

1. Le soutien à la paix

- en appuyant la mise en œuvre de l'accord d'Alger;
- en favorisant l'inclusion des femmes dans le processus de paix;
- en contribuant aux efforts de l'ONU en faveur de la consolidation de la paix et la stabilisation via, notamment, le déploiement de la MINUSMA.

2. Le dialogue national

- en favorisant le dialogue entre les communautés en incluant les femmes, les jeunes et les plus démunis;
- en appuyant activement la mise en place de la Commission Vérité, Justice et Réconciliation dont le mandat couvre la période de 1960 à nos jours et concerne les crimes de guerre ou contre l'humanité.

3. L'effort militaire, y compris la MINUSMA

- en assurant au profit de l'ONU des navettes quotidiennes d'avions militaires très gros porteurs C5 de l'aviation militaire canadienne entre le sud de la France et Bamako;
- en déployant en 2018-2019 plus de 200 militaires affectés à l'opération d'une flotte d'hélicoptères basés à Gao, qui a considérablement augmenté la capacité logistique de la MINUSMA en assurant le transport des troupes, des biens et des blessés;
- en maintenant jusqu'à ce jour une dizaine d'officiers militaires et des policiers civils, pour assister l'ONU et les autorités maliennes par leurs conseils et leur expertise dans la lutte contre les terroristes;
- en contribuant aussi à l'École de Maintien de la Paix et de la Sécurité, basée à Bamako, dont la vocation est de former les policiers locaux.

Conclusion

La politique canadienne au Sahel et au Mali a de tout temps été basée sur la promotion de la démocratie, de l'État de droit, des droits de la personne, et notamment des femmes, des jeunes et des plus démunis.

Le Canada, à l'instar des pays de la CEDEAO et de ses partenaires internationaux, a dénoncé les récents coups d'État qui ont renversé l'ordre constitutionnel malien et appelle au rétablissement de la démocratie dans les meilleurs délais.

« Le Canada […] a dénoncé les récents coups d'État qui ont renversé l'ordre constitutionnel malien et appelle au rétablissement de la démocratie dans les meilleurs délais. »

La politique d'Ottawa peut paraître assez discrète au cours des dernières années. Son volet de la coopération traditionnellement axé sur la satisfaction des besoins de base, a dû être adapté à la nouvelle réalité avec laquelle le Mali doit composer.

Dans cette optique, en étroite collaboration avec la MINUSMA et les partenaires sociaux de la région y compris la CEDEAO, le Canada appuie les quatre piliers de l'accord d'Alger :

- les réformes politiques donnant plus d'autonomie aux régions dont celle de l'Azawad;
- la réforme de la défense et de la sécurité;
- la réconciliation entre les Maliens;
- la justice et l'aide humanitaire.

Le Canada pourrait-il faire plus? Il est clair qu'Ottawa ne désire pas s'impliquer directement dans le dialogue politique malien. Il est à noter que le Canada n'a assisté qu'à titre d'observateur à la conférence d'Alger sans contribuer aux débats, estimant que ce n'était pas sa place de le faire.

Quant au volet sécuritaire, il me semble que l'occasion était offerte au Canada de s'impliquer davantage dans le cadre de la MINUSMA. Plusieurs partenaires auraient souhaité qu'il en assume le commandement militaire, ce qu'Ottawa n'a pas voulu faire, se contentant plutôt d'une participation liée à l'aspect logistique de la mission onusienne. Ce faisant, le Canada a choisi de se tenir à la marge de cette mission.

C'est une contribution non négligeable mais qui avait l'avantage d'éviter de s'impliquer trop directement dans le débat politique de la crise malienne et de la région sahélienne.

Auteur

Louis de Lorimier, diplomate canadien, s'est joint au ministère des Affaires extérieures du Canada en 1982, à titre d'agent diplomatique de la filière politique et économique. Il a été adjoint ministériel (affaires parlementaires) du Très Honorable Joe Clark, alors Secrétaire d'État aux Affaires extérieures, et Directeur des Affaires de la Francophonie. Il a également été Ambassadeur du Canada au Liban (2005-2008); Ambassadeur du Canada au Royaume de Belgique (2008-2012); et Ambassadeur du Canada au Mali, avec accréditation au Niger (2012-2015). Il est *fellow* de l'Institut d'études internationales de Montréal.

Ce texte a été rédigé à partir des notes préparatoires ayant soutenu la participation de l'auteur à la table ronde « Guinée - Mali - Burkina Faso : Crises, défis et opportunités », organisée le 17 février 2022 par le Laboratoire des Afriques innovantes (LAFI), avec l'appui de l'IEIM.

Institut d'études internationales de Montréal
Université du Québec à Montréal
400, rue Sainte-Catherine Est
Bureau A-1540, Pavillon Hubert-Aquin
Montréal (Québec) H2L 3C5
514 987-3667
ieim@uqam.ca
www.ieim.uqam.ca

UQÀM | I E I M Institut d'études internationales de Montréal